

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/Notif.96.15

5 février 1996

(96-0420)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>JAPON</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère du commerce extérieur et de l'industrie
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [], 2.10.1 [], 5.6.2 [X], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Chauffe-eau à gaz à chauffage instantané (SH 84.19) Cuisinières à gaz (SH 73.21) Chauffe-bains à gaz équipés de brûleurs à gaz (SH 73.21) Brûleurs pour chauffe-bains à gaz (SH 84.16) Robinets de brûleurs pour chauffe-bains à gaz (SH 84.81) Autocuisseurs à gaz (SH 73.23)
5.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Révision de l'Arrêté ministériel portant mise en application de la Loi relative aux services de distribution du gaz (disponible en japonais, 3 pages)
6.	Teneur: 1) Transfert d'une partie des articles classés dans la première catégorie d'équipements et d'appareils à gaz dans la seconde catégorie d'équipements et d'appareils à gaz. 2) Exclusion des deux catégories précitées d'une partie des articles actuellement classés dans la première catégorie d'équipements et d'appareils à gaz.
7.	Objectif et justification: Il est prévu de réviser le classement en catégories des équipements et appareils à gaz afin de rationaliser la réglementation et de procéder aux adaptations nécessaires de la réglementation technique applicable à ces équipements et appareils.

8.	Documents pertinents: Le texte de base est la Loi relative aux services de distribution du gaz. Publication au journal officiel (KAMPO) après adoption.
9.	Dates projetées pour l'adoption et l'entrée en vigueur: A déterminer
10.	Date limite pour la présentation des observations: 22 mars 1996
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse et numéro de télécopie d'un autre organisme: